



www.journaldumali.com

Journal du Mali

N°473 du 2 au 8 mai 2024

L'hebdo

CSP-DPA

LES REBELLES S'ORGANISENT

SIBY

VASTE POTENTIEL



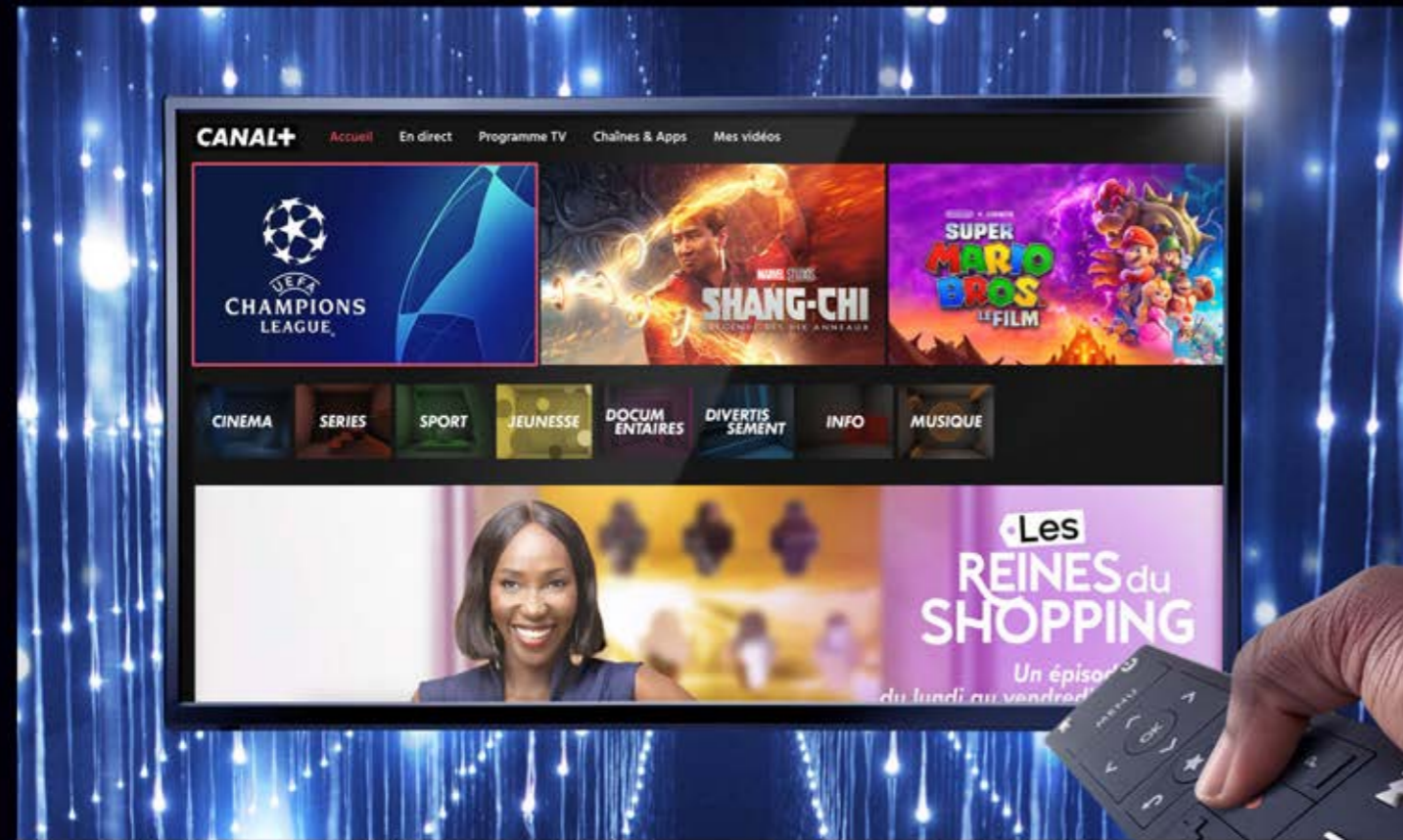
CRISE ÉNERGÉTIQUE

COURT-CIRCUIT ÉCONOMIQUE

Fortement impactée par les conséquences de la crise énergétique sans précédent dans le pays, l'économie tient encore en apparence. Mais jusqu'à quand ?

GRATUIT

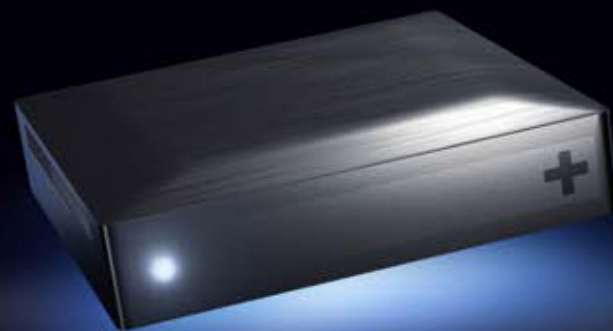
Ne peut être vendu



NOUVEAU

DÉCODEUR CONNECTÉ

LA NOUVELLE EXPERIENCE CANAL+



ÉDITO

Opérations

C'est un important succès pour les FAMA : la neutralisation d'Abou Houzeifa, important chef terroriste de l'État islamique. Depuis le week-end dernier la nouvelle circulait. Elle a été confirmée par l'armée ce lundi, images à l'appui. Ce Sahraoui, présent au Mali depuis 2012 et les heures les plus sombres de la crise, s'est rendu coupable, d'après Moussa Ag Acharatoumane, leader du MSA et membre du CNT, de nombreuses exactions sur des populations civiles, notamment. À lire les commentaires et à entendre les marques de joie de compatriotes originaires du nord, il est aisé d'illustrer le soulagement qu'a représenté sa neutralisation. En janvier dernier, l'armée avait déjà annoncé celle d'Abdoulwahab Ould Choghib, l'un des plus grands dirigeants de l'État islamique au Sahel. Il serait responsable du massacre de plusieurs centaines de civils dans la région de Ménaka entre 2022 et 2023 et du déplacement de milliers d'autres civils, certains en dehors du Mali. Sa neutralisation est intervenue un mois seulement après celle d'Oussama Dallo alias Modalo, Émir militaire de l'État Islamique. Ces succès participent au changement de narratif sur l'armée malienne, plus offensive, mieux équipée et capable de mener des opérations d'envergure. L'armée est d'ailleurs l'un des rares sujets sur lequel les Maliens sont d'accord et émettent le moins de critiques. Toutefois, et les responsables militaires le savent mieux que nous, le combat est encore long. Les enlèvements et attaques de villages dans le centre du pays le prouvent, la mort de 10 combattants de la Coordination des mouvements et Front patriotique de résistance (CM-FPR) également. De même la réorganisation en cours des rebelles indépendantistes, qui promettent de se venger de l'armée depuis qu'ils ont été chassés de Kidal en novembre 2023. Leur première tentative a avorté... grâce au JNIM, un groupe terroriste. Vous l'aurez compris, les ennemis sont multiples et les défis nombreux. Pour y faire face, de l'aveu des militaires, la détermination est sans faille.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

120 millions

C'est la somme en dollars que le FMI va allouer au Mali pour assurer la fourniture de nourriture et des transferts d'argent ciblés aux personnes confrontées à l'insécurité alimentaire, entre autres.

ILS ONT DIT...

- « Il faut équilibrer les droits des différentes parties et accorder la clémence à la personne qui est détenue, mais en faisant en sorte que cela ne préjudicie pas aux intérêts des tiers, par exemple les victimes de cette personne incarcérée ». **Mahamadou Kassogué, ministre de la Justice**, le 30 avril 2024.
- « Un assaut militaire sur Rafah constituerait une escalade insupportable, tuant des milliers de civils supplémentaires et forçant des centaines de milliers de personnes à fuir. Une telle opération aurait un impact dévastateur sur les Palestiniens de Gaza, avec de graves répercussions sur la Cisjordanie et dans l'ensemble de la région ». **Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU**, le 30 avril 2024.

RENDEZ-VOUS

- 4 mai 2024 :**
Bamako vit – Azalaï Hôtel - Bamako
- 8 mai 2024 :**
Real Madrid – Bayern Munich – Ligue des Champions
- 11 mai 2024 :**
Concert Capitaine Balla et ses invités – IFM - Bamako
- 12 mai 2024 :**
Manchester United - Arsenal - Premier League

UN JOUR, UNE DATE

3 mai 1979 : Margaret Thatcher remporte les élections et devient ainsi la première femme de l'histoire à occuper le poste de Première ministre au Royaume-Uni.



La Fédération nigériane de football a nommé le 29 avril l'ancien international **Finidi George** comme nouveau sélectionneur de l'équipe nationale. L'ancien ailier a été pendant 20 mois l'adjoint du Portugais José Peseiro.



Abdel Kader Maïga a été condamné le 29 avril à deux ans de prison, dont un avec sursis, pour injures publiques et diffamation. Incarcéré depuis le 8 mars dernier, il est un très proche du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le Mali a remporté mardi 30 avril le tournoi amical international "UEFA Friendship Tournament" disputé en Turquie. Les Aiglons se sont imposés en finale 4-0 face à la Slovaquie.

CRISE ÉNERGÉTIQUE AU MALI : JUSQU'À QUAND L'ÉCONOMIE POURRA-T-ELLE TENIR ?

Le bout du tunnel n'est visiblement pas pour demain. Alors que l'on s'attendait ces dernières semaines à des améliorations dans la fourniture de l'énergie, les délestages intempestifs continuent de plus belle pendant de longues heures, voire des journées, à travers le pays, y compris à Bamako. Fortement impactées par la crise énergétique depuis près d'un an, de plus en plus d'entreprises sont à l'arrêt ou contraintes à une baisse de production. Durement éprouvée, l'économie tient. Jusqu'à quand ?

MOHAMED KENOVI

Près de 48h sans électricité durant le mois d'avril dans certains quartiers de Bamako. Certaines pistes de solutions ont été évoquées depuis quelques mois, mais la société Énergie du Mali (EDM SA) n'est toujours pas en mesure d'assurer la fourniture de l'énergie électrique en continu sur l'ensemble du territoire national. Au-delà des ménages, l'impact de la crise énergétique se fait de plus en plus sentir dans le fonctionnement du tissu économique avec des entreprises de différents secteurs qui sont à bout de résistance. La situation, qui empire jour après jour, les plonge dans d'énormes difficultés et suscite des interrogations sur leur survie à court terme.

Entreprises impactées

« Depuis bientôt un mois, la Société des eaux minérales du Mali (SEMM) traverse une période difficile. En raison des soucis de distribution d'électricité qui sévissent dans le pays, notre production se retrouve malheureusement affectée, malgré les multiples investissements en champs solaires et en groupes électrogènes », a alerté dans un communiqué, le 22 avril 2024, la Société des eaux minérales du Mali, productrice de l'eau Diago. « En effet, nous faisons face à une diminution de la quantité habituelle en cartons d'eau minérale DIAGO que nous mettons à la disposition de notre clientèle », poursuit le communiqué. Dans la foulée, la grande bouteille d'eau minérale Diago,

qui était jusque-là vendue 400 francs CFA, est passé à 500 francs. L'eau minérale Eva, même si la société productrice n'a pas communiqué sur des difficultés, est également difficile à trouver sur le marché depuis un moment. À l'instar de la SEMM, beaucoup d'autres entreprises et d'activités économiques dans d'autres secteurs sont frappées de plein fouet par la crise énergétique qui secoue le pays. Moussa Doumbia est promoteur de l'entreprise de production de boissons naturelles « Jus Bougouni ». Il affirme qu'à un certain moment, pour tenir face à l'insuffisance en énergie électrique, son entreprise a du revoir sa production à la baisse, avant de retrouver récemment sa production normale, non sans contraintes. « Le marché est très lent, parce que la crise touche tous les secteurs et diminue le pouvoir d'achat des consommateurs qui demandent une diminution de prix alors qu'au même moment, au niveau de l'entre-

Lorsque les entreprises subissent des retards ou des baisses dans leurs productions, il est tout à fait normal que cela ait des répercussions sur leurs chiffres d'affaires, ce qui, par conséquent, devrait entraîner la baisse du niveau des recettes fiscales de l'État.

prise, nous avons une augmentation des coûts de production. Il y a un déséquilibre et même si nous arrivons à tenir c'est sur des marges très réduites pour ne pas aller à des résultats négatifs », confie-t-il. Le secteur informel, qui re-



Plusieurs secteurs dont les industries sont très fortement impactées par cette crise énergétique sans précédent.

présente une part importante dans la structuration de l'économie malienne, subit également l'impact de la crise énergétique. Plusieurs tailleurs, soudeurs ou encore acteurs de la chaîne du froid, dont les métiers dépendent essentiellement de l'énergie électrique, ne sont pas épargnés. « Notre travail est lié à l'électricité. On paye chaque jour au moins 15 000 francs de carburant pour notre groupe électrogène, qui peine à fonctionner aussi. Cette situation réduit nos revenus et certains de nos clients ne sont pas contents,

d'un groupe électrogène ou l'utilisation d'autres méthodes alternatives engendre des coûts supplémentaires, ce qui oblige la plupart des travailleurs à mettre un terme à leurs activités », analyse l'économiste Dr. Abdoul Karim Diamouténé.

L'économie mise à mal Selon Modibo Mao Makalou, en dehors de la plupart des PME/PMI, les micro entreprises du secteur informel, qui constituent plus de 90% des unités économiques, tournent au ralenti ou sont à l'arrêt, ainsi que les 3/4 des grandes unités industrielles qui

ne peuvent pas marcher à partir de groupes électrogènes pendant une durée substantielle. « Il faut absolument de l'énergie électrique. D'abord, les groupes électrogènes ne sont pas faits pour tourner de longues heures. Or les coupures

REPÈRES

Taux de ralentissement de la croissance du PIB en 2024 dû en partie à la crise énergétique selon le FMI : **3,8%**

Prêt alloué par la Banque mondiale au Mali pour faire face à la crise énergétique : **60 millions de dollars**

dépassent très souvent 12h par jour. Ensuite, le carburant et l'entretien de ces groupes électrogènes coûtent excessivement cher et cela ne permet pas à ces unités, qu'elles soient petites, moyennes ou grandes, de rentrer dans leurs coûts. Cela entraîne donc une mévente au niveau des produits ou un arrêt de la production », explique l'économiste. « Et quand il y a arrêt de la production, les salariés sont soit en chômage technique soit définitivement mis au chômage. Il en découle des difficultés économiques, parce que la réduction de la consommation a un impact négatif sur l'économie du pays en général et sur le PIB en particulier, ainsi que sur

les revenus de l'ensemble de la population active », poursuit-il. Dr Abdoul Karim Diamouténé abonde dans le même sens. Pour cet enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences économiques et de gestion (FSEG), c'est toute l'économie qui est étouffée par la crise énergétique qui perdure et son impact se ressent à plusieurs niveaux, y compris pour l'État, qui fait face à un manque à gagner considérable. « Les recettes publiques proviennent des impôts, soit sur la production, soit sur les chiffres d'affaire et autres. Mais lorsque les entreprises subissent des retards ou des baisses dans leurs productions, il est tout à fait à fait normal que cela ait des répercussions sur leurs chiffres d'affaires, ce qui, par conséquent, devrait entraîner la baisse du niveau des recettes fiscales de l'État », souligne-t-il.

Résilience à long terme ?

Alors qu'elle a tenu tant bien que mal jusque-là face à cette crise énergétique sans précédent pour le pays, l'économie malienne pourra-t-elle encore

résister pendant longtemps au choc ? Pour M. Diamouténé, le coût de reconversion peut s'avérer difficile pour l'économie, mais c'est surtout le risque social qui est à craindre. « Tout va dépendre de la situation sociale si les différents ménages arrivent à tenir longtemps le coup sans grogne. Sinon, économiquement, les grandes firmes trouveront les moyens de s'adapter à la situation, même si évidemment cela aura des incidences sur leurs performances et les revenus qu'elles engrangent », soutient l'économiste. « Les entreprises subissent des coûts énormes liés à cette crise énergétique. Des coûts d'adaptation et de reconversion. Soit elles ne sont pas en mesure de trouver les moyens de continuer et elles abandonnent, soit elles se reconvertissent ou s'adaptent. Quoi qu'il en soit, cela a un impact sur les productions et les revenus », précise-t-il. Dans un communiqué en date du 30 avril 2024 suite à une mission d'une de ses équipes au Mali du 21 au 26 avril 2024, le Fonds monétaire international (FMI) estime que les perspectives à court terme de l'économie malienne sont « incertaines et sujettes à d'importants risques baissiers ». « La croissance du PIB réel devrait ralentir à 3,8% en 2024 en raison de graves pannes d'électricité, des effets négatifs du départ de la MINUSMA sur le secteur tertiaire, d'une baisse dans la production d'or et de l'incertitude entourant le report des élections et la sortie de la CEDEAO, mais devrait revenir à 4,4% en 2025 », indique le FMI.

« Assurer un approvisionnement en électricité stable et rentable est la priorité numéro un du Mali. La convergence vers le plafond de déficit budgétaire de 3% de l'UEMOA est également importante dans un contexte de conditions de financement serrés et de coûts d'emprunt élevés », préconise l'institution de Breton Woods. ■

3 QUESTIONS À



KHALID DEMBÉLÉ

Économiste

1 La crise énergétique perdure depuis près d'un an. Comment analysez-vous son impact sur l'économie ?

L'énergie est un atout incontournable pour l'économie. Plusieurs entreprises dont la production dépend très fortement de l'énergie sont impactées par cette crise. Par ailleurs elle freine l'industrialisation qui est un instrument de baisse de pauvreté, d'harmonisation des politiques de développement des localités, d'expansion des avancées technologiques et d'innovation qui sont sources de productivité, de la croissance économique et donc du bien-être économique de la société dans son ensemble.

2 Doit-on également craindre des conséquences sociales ?

Près de 90% de l'emploi au Mali est généré dans le secteur informel et c'est un facteur de stabilisation sociale. Ce sont les revenus issus de ces emplois qui permettent à la plupart des chefs de ménage de prendre en charge les familles. L'arrêt ou la baisse de la production dans ce secteur dû à la crise énergétique peut entraîner beaucoup de perte d'emplois et peut être la cause de tensions sociales futures.

3 Quelles peuvent être les pistes de solutions à cette crise ?

Il s'agit pour EDM de surtout résoudre le problème de la tarification parce que les coûts de production sont beaucoup plus élevés que les prix de vente. Il va falloir trouver les moyens de baisser les coûts de production, soit réduire la consommation de carburant ou trouver du carburant moins cher,

EN AFRIQUE, LES CRISES ÉNERGÉTIQUES PLOMBENT LES ÉCONOMIES

La grave crise énergétique au Mali n'est pas un cas isolé en Afrique. Plusieurs autres pays du continent traversent une période difficile, avec des conséquences désastreuses sur leurs économies.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



En Afrique du Sud, la crise liée à l'électricité fait perdre au pays plusieurs millions de dollars par jour.

L'Afrique du Sud, l'économie la plus industrialisée du continent, connaît depuis 2022 une grave crise énergétique. Eskom, la compagnie nationale d'électricité, n'arrive plus à satisfaire la demande. Elle rationne donc l'énergie, ce qui conduit

souvent à des délestages de près de 12h. Il a été recensé en 2022 dans le pays 205 jours de coupures continues. Face à la crise et au mécontentement populaire, le chef de l'État sud-africain Cyril Ramaphosa a déclenché en février 2023 l'état de catastrophe nationale et nommé un ministre pour gérer la situation. Deux mois plus tard, après avoir fait le constat d'une amélioration, l'état de catastrophe a été levé, mais les problèmes persistent. Selon les autorités sud-africaines, la crise de l'électricité coûte chaque jour à l'économie quelque 50 millions de dollars en pertes de production et le potentiel économique du pays a été réduit de 20%. Les centrales thermiques du pays sont jugées vieilles et constamment en panne et la société productrice est aussi épinglée dans des scandales de corruption datant de la présidence de Jacob Zuma.

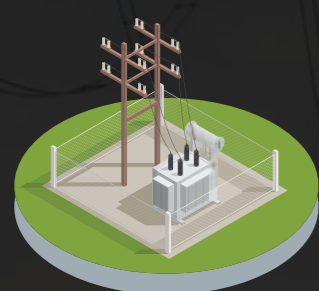
Le Nigéria, autre géant du continent, subit lui aussi une crise énergétique sans précédent depuis 2022, même si la situation semble s'être un peu stabilisée. Au plus fort de la crise, selon la Banque

mondiale, elle coûtait au pays environ 29 milliards de dollars, soit quelque 2% du PIB, alors même que le Nigéria est le premier producteur de pétrole en Afrique. Il produit 1,4 million de barils de brut par jour, mais n'en raffine que très peu et dépend donc des importations de carburant. La libéralisation du secteur, ouvert désormais au privé, en 2013, n'a pas suffi pour endiguer la crise, la demande étant toujours aussi forte. Un autre pays anglophone du continent est également confronté à une crise énergétique et en subit de plein fouet les conséquences. En 2023, le Zimbabwe a connu les pires pannes d'électricité de son histoire, avec des coupures pouvant atteindre jusqu'à 19 heures par jour. Cette situation a été exacerbée par la baisse du niveau d'eau du barrage de Kariba, entravant la production de la principale centrale hydroélectrique du pays. Chaque année, les coupures de courant coûtent au Zimbabwe plus de 6% de son PIB, indique un rapport de la Banque mondiale. ■

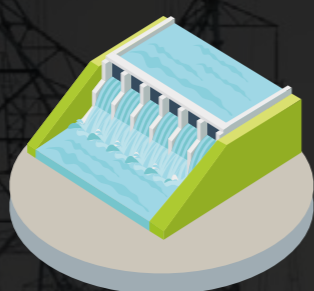
EDM : UNE PRODUCTION TRÈS THERMIQUE (2020)

PRODUCTION ÉLECTRIQUE
2 577,44 GWh

TAUX D'ÉLECTRIFICATION
50,56%



Thermique
69%



Hydraulique
26,8%



Solaire
4,2%

Source : PNUD étude DREI sur les mini-réseaux (2020)

Paru dans Journal du Mali l'Hebdo N°473 du 2 au 8 mai 2024

Journal du Mali



SEULEMENT AVEC

CANAL+

LES GROUPES ARMÉS REBELLES CHANGENT DE CAP

Le Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD), qui regroupait depuis 2021 les ex-rebelles des groupes armés du nord à dominante touareg, est officiellement devenu depuis le 24 avril 2024 le Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA). Un changement de dénomination, avec de nouveaux objectifs, qui semble ouvrir un nouveau chapitre dans la guerre qui a repris depuis quelques mois entre ces groupes et l'armée malienne.

MOHAMED KENOUI

Comme son nom l'indiquait, le désormais ex-CSP-PSD, composé de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), de la Plateforme et de certains Mouvements de l'inclusivité, avait été mis en place dans le but de sécuriser les régions du Nord, d'accélérer leur développement et d'accompagner la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale signé en 2015. Le Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA), qui le remplace, s'adapte, selon ses initiateurs, au contexte, qui a évolué de-



Fahad Ag Almahmoud et Bilal Ag Achérif font partie des cadres du nouveau CSP-DPA.

la Plateforme, ou plutôt une tendance du GATIA dirigée par Fahad Ag Almahmoud et qui leur est fidèle. Le CSP-DPA est dirigé par le Chef de

tranché au sein du CSP-DPA. En effet, sur cette question et sur bien d'autres, les différents groupes qui composent le Cadre ne seraient pas sur la même longueur d'ondes. Selon nos informations, au moins deux tendances divergentes se sont formées au sein de la nouvelle coalition. D'un côté l'aile la plus dure, incarnée par le MNLA de Bilal Ag Achérif et les soutiens de Fahad Ag Almahmoud qui seraient en Mauritanie, et de l'autre des mouvements comme le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), dont les principaux tenants se trouveraient du côté de l'Algérie.

Mais, que ce soit pour une réplique après sa défaite à Kidal en novembre dernier ou pour des velléités indépendantistes, une reprise des combats contre l'armée malienne était déjà en préparation du côté de l'ex-rébellion touareg depuis plusieurs mois. Début mars dernier, Alghabass Ag Intalla, alors Président du Cadre, avait procédé à la nomination de nouveaux Commandants de zone dans les régions du Nord et le Porte-parole de la coalition affirmait alors que la reprise des combats n'était plus qu'une question de temps. Le 6 avril dernier, la tendance portée par Bilal Ag Achérif et

EN BREF

CEDEAO : LE CONSEIL DES SAGES SE PRONOCIE SUR LA SITUATION DANS LA RÉGION

Réunis à Abidjan les 29 et 30 avril, le Conseil des sages de la CEDEAO, s'est penché sur les défis actuels en matière de gouvernance, de paix et de sécurité dans la région ouest africaine. De nombreux sujets ont été abordés, parmi lesquels la montée de l'extrémisme violent, le terrorisme, l'insécurité, la résurgence de coups d'Etat militaires, le rétrécissement de l'espace démocratique et l'augmentation de la violence politique. Sur la question du retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO, le Conseil exprime des inquiétudes et invite les trois pays membres, désormais réunis au sein de l'AES à « reconsidérer leur position dans l'intérêt de l'unité de la Communauté ». Le Conseil des sages de la CEDEAO, créé en 2005 et composé d'éminentes personnalités des Etats membres, est un instrument important pour la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique de l'ouest. Il est actuellement présidé par l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan. ■ M.K

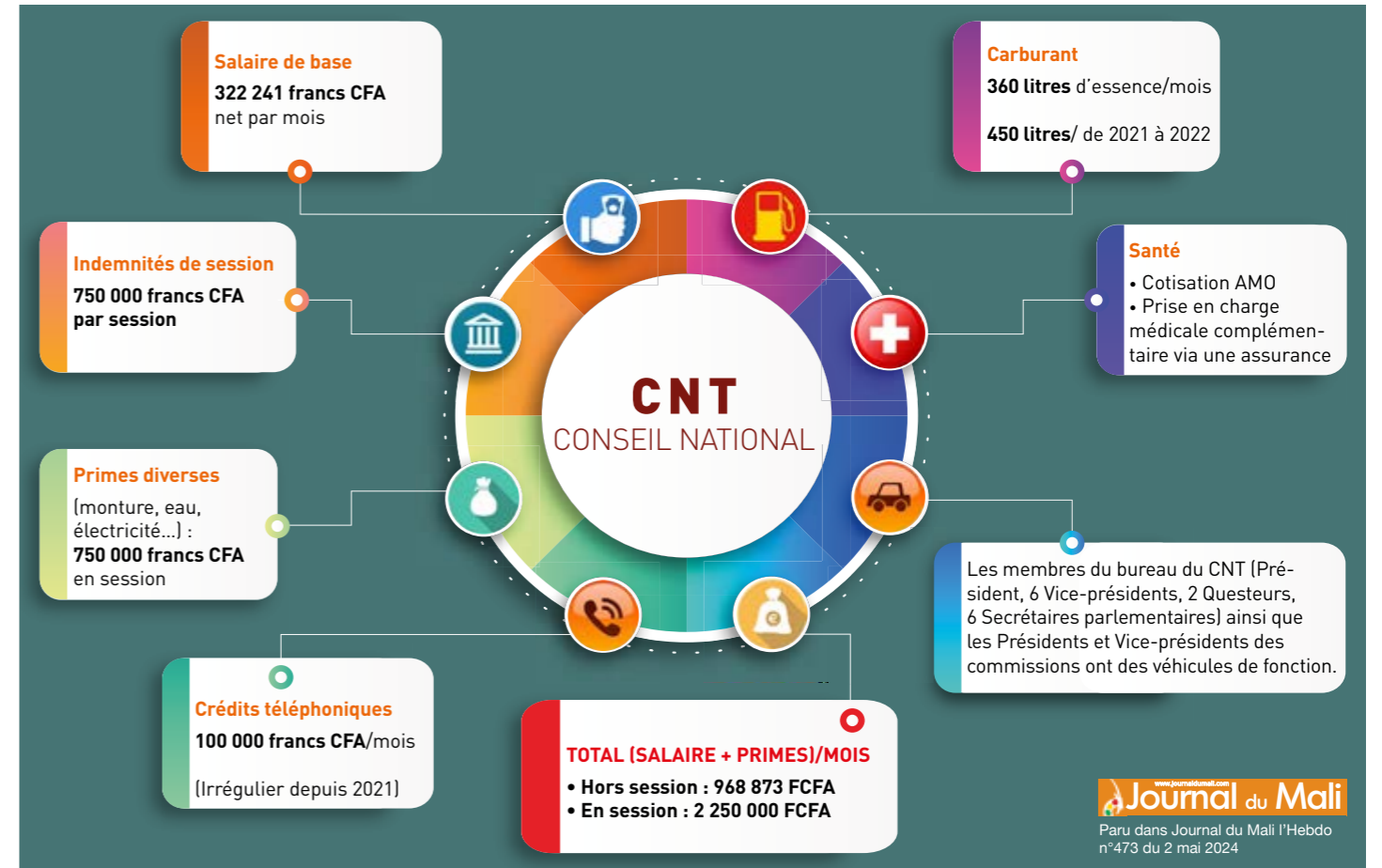
Que ce soit pour une réplique après sa défaite à Kidal en novembre ou pour des velléités indépendantistes, une reprise des combats contre l'armée malienne était déjà en préparation du côté de l'ex-rébellion touareg depuis plusieurs mois.

puis plusieurs mois. En effet, contrairement à la situation de dialogue entre ces groupes armés et l'État malien pour la mise en œuvre de l'Accord pour la paix qui prévalait à la création du CSP-PSD en 2021, les deux parties sont aujourd'hui de nouveau en guerre et l'Accord qui les liait n'existe plus. « Les objectifs changent en fonction du contexte du moment. Avec le CSP-DPA, d'autres décisions importantes seront prises », affirme Mohamed Elmaouloud Ramadane, Porte-parole du Cadre.

Retour à la lutte indépendantiste ? En plus de changer la dénomination du Cadre qui les réunit, les groupes armés rebelles du Nord ont également dissous la CMA et

COMBIEN GAGNENT LES MEMBRES DU CNT

Alors que la polémique enfle sur les indemnités perçues par les 147 membres du CNT, nous republions une infographie de 2021 actualisée sur le salaire réel ainsi que les primes que perçoivent les membres de l'Instance.



afribone

Spéciale Campagne

À partir de **50 000 fcfa**

- ✓ Installation et mise en service
- ✓ 1 mois d'abonnement gratuit
- ✓ Assistance technique 24h/7j

KABALA ET ENVIRONS

Offre Valable jusqu'au **14 Mai 2024**
* Offre soumise à conditions

20 28 00 00

www.afribone.com

FILIÈRE LAIT : UN PROJET POUR ASSURER L'AUTOSUFFISANCE

Les textes relatifs à la création, à l'organisation, aux modalités de fonctionnement et au cadre organique du Projet de Développement et de Valorisation de la Production Laitière du Mali (PRODEVALAIT) ont été adoptés lors du Conseil des ministres du 24 avril. Le projet ambitionne d'assurer l'autosuffisance en lait et produits laitiers. Malgré un potentiel important, les besoins restent encore énormes. Améliorer la collecte de lait de 30% et réduire le volume des importations de lait et de produits laitiers à 23%, c'est l'objectif majeur du PRODEVALAIT, selon Madame Astou Coulibaly, sa Coordinatrice.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Lancé en 2009, le projet est à sa 2ème phase et compte 5 composantes. Il s'agit entre autres d'identifier et d'organiser les bassins laitiers que sont « pratiquement toutes les régions », explique la Coordinatrice. On en dénombre environ 41 de Kayes à Ménaka. De 14, les zones d'intervention du projet passent à 19 pour prendre en compte toutes les régions en fonction du nouveau découpage administratif. Pour améliorer la productivité dans ces bassins, le projet appuie les producteurs, organisés en sociétés coopératives, dans la pratique des cultures fourragères pour amoindrir les coûts de production. Si elle a déjà permis à certains de booster leur production, l'insémination doit être étendue et pourrait être subventionnée, selon les acteurs du projet.



Les acteurs veulent booster la production de la filière lait.

production des centres urbains, le manque d'infrastructures modernes de conservation du lait caractérise les bassins de production. La surproduction, en période hivernale notamment, succède au manque en période sèche, faute de conservation et de transformation. Voulez il y a quelques années, l'industrialisation de la filière lait local, tarde à voir le jour. Dotée de plus de 9 milliards de francs CFA, la 2ème phase, avec l'adoption du projet qui

est un service rattaché, prévoit de nouvelles activités, comme l'insémination artificielle, l'appui en achat d'équipements agricoles pour les cultures fourragères ou encore la subvention des trayeuses. L'appui annuel modeste de 250 millions de francs CFA servira cette année à réhabiliter le centre de collecte de Macina, à implanter 2 forages à Tonka et à Macina et à réhabiliter le siège. Pour atteindre la norme de 40 litres par an et par habitant, loin de la norme FAO de 62 litres, le Mali doit collecter la totalité de son potentiel. ■

EN BREF

ENGRAIS : PRIX EN BAISSÉ

Les prix des engrais ont baissé de 20% au 1er trimestre 2024. Une baisse qui se situe à près de 30% en dessous des niveaux observés en 2023. Au mois de mars, l'indice d'accessibilité aux engrais (ratio prix des engrais / prix des denrées alimentaires) de la Banque mondiale a atteint son niveau de 2015 - 2019. Selon la Banque, les prix devraient encore être inférieurs en 2024 et 2025. Même s'ils resteront au-dessus de ceux de 2015 - 2019 en raison d'une forte demande et de restrictions, notamment de la Chine, ils évolueront en fonction des engrais. Après avoir chuté de 56% en 2023, le MOP (Potassium) a connu une baisse de 10% au 1er trimestre 2024 et devrait encore chuter de 22% sur l'année avant de se stabiliser en 2025. La Biélorussie et la Russie, qui représentent environ 50% de la production mondiale, ont réussi à exporter en dépit des interdictions. Les prix de l'urée ont également enregistré une chute de 50% en 2023, avant de perdre 12% au 1er trimestre 2024 et devraient encore chuter, mais seulement de 2%, pour à nouveau s'abaisser de 7% en 2025. Par contre, les prix du DAP (Phosphate diammonique) ont augmenté de 10% au 1er trimestre 2024 et sont inférieurs de 3% à leur niveau de 2023. ■ F.M

Goulamina Des progrès importants

Dans son premier rapport trimestriel de 2024, la société d'exploitation de la mine de Lithium de Goulamina au Mali, Leo Lithium, souligne des progrès importants dans sa réalisation. Des avancées de 80% sont rapportées pour le projet, présenté comme le 5ème plus grand gisement de spodumène au monde. L'exploitation minière à ciel ouvert a progressé comme

prévu, avec 0,9 million de m³ en vrac de matériaux extraits au premier trimestre et l'existence de stocks à haute teneur de 450 kt à une teneur moyenne de 1,56% avant la mise en service de l'usine. La mise en service de la première flotte minière à long terme de Caterpillar est terminée et le pré-découpage sont des étapes qui permettent à l'entreprise de tenir ses engagements.

Des engagements que la solidité de la coentreprise avec Gafeng devrait permettre de régler. Au 31 mars 2024, les 2 sociétés affichent respectivement des liquidités de 69,3 millions de dollars australiens et 21,8 millions de dollars américains. Même s'il annonce le report du dépôt du bilan annuel 2023 en raison de discussions avec le gouvernement malien, le responsable de la compagnie

se réjouit du développement du projet de classe mondiale et des progrès opérationnels enregistrés au cours du trimestre. Les activités se sont réalisées conformément au plan et la progression est en bonne voie pour produire le premier spodumène au troisième trimestre 2024, le Mali devenant ainsi le premier producteur en Afrique de l'Ouest. ■ F.M



Suivez le meilleur du Foot malien



CHAQUE WEEK-END

• EN DIRECT SUR



La télé qui vous allume !

CANAL+ 4 | MALIVISION 244

À NIAFUNKÉ, LES POPULATIONS FUIENT LA MENACE TERRORISTE

C'est un climat de peur qui règne à Niafunké quelques jours après les opérations militaires menées par les Forces armées maliennes (FAMA). Environ 200 ménages originaires de villages situés derrière le fleuve se sont réfugiés à Niafunké. Une situation d'urgence qui préoccupe les habitants.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Face à la recrudescence des attaques terroristes, les populations à Niafunké ont décidé de fuir la zone.

L'armée malienne a mené des opérations « derrière le fleuve dans le Gourma de Niafunké ». Une première depuis 2013, selon Samba Djiga, enseignant à Niafunké. Menacés par les groupes armés pour les avoir dénoncés, plusieurs habitants ont fui leurs villages pour se réfugier dans la ville. Le 23 avril 2024, les FAMA ont annoncé dans un communiqué avoir mené une opération de ratissage dans le secteur de Saraféré, autour du fleuve à Niafunké. Une zone devenue un refuge de terroristes depuis plus de 10 ans et où les populations étaient soumises au diktat des groupes armés. Au cours de cette opération, menée les 22 et 23 avril, selon l'État-major des forces armées, 5 terroristes ont été neutralisés.

Quelques jours après l'opération des FAMA, le bac qui assurait la navette entre les deux rives du fleuve a été attaqué. Ses quatre membres d'équipage, dont l'un s'est échappé, ont été arrêtés par les assaillants. « Même si l'armée a riposté, quelques rescapés cachés derrière le fleuve ont atta-

Parties précipitamment de chez elles, les populations civiles actuellement déplacées au groupe scolaire Hamadou Sangaré, ont tout laissé derrière elles.

qué et saboté le bac », raconte Samba Djiga. Ils sont donc entrés dans le village de Fourou, situé juste à un kilomètre de Niafunké, dont il n'est séparé que par le fleuve », poursuit-il. Enjoignant aux populations de

partir, « parce que ce sont elles qui les dénoncent ».

Nouvelle urgence Parties précipitamment de chez elles, les populations civiles actuellement déplacées et logées au groupe scolaire Hamadou Sangaré « ont tout laissé derrière elles ». Elles ont été rejointes dès le lendemain par les habitants de Dago-dji, un autre village également sous la menace des hommes armés. Environ 200 ménages sont actuellement pris en charge grâce à la solidarité spontanée des habitants de la ville et des ONG sollicitées. Depuis 3 jours, ces déplacés ont reçu la visite des autorités municipales et du préfet. Des vivres leur ont été distribués, mais la situation reste précaire. D'abord parce que leur nombre risque de croître rapidement compte tenu du climat de peur. Mais aussi

parce qu'elles sont hébergées dans une école en pleine année scolaire. En attendant, les « hôtes » souhaitent un retour de l'armée pour garantir la sécurité et le retour des populations chez elles. ■

EN BREF

BANKASS : APRÈS UN ACCORD AVEC LES AUTORITÉS, LA POPULATION LÈVE LE BLOCUS

À Bankass, le blocus sur la RN15 a été levé de nouveau ce 30 avril 2024. Les manifestants qui protestent contre l'insécurité dans la localité ont libéré la route après plusieurs interventions, selon un responsable de la jeunesse locale. Après plusieurs jours de manifestations, suite à l'enlèvement de trois bus de transport par des groupes armés, les habitants de la ville excédés par ce climat d'insécurité avaient décidé d'interdire toute circulation sur la RN15. Ce 30 avril, les cars et camions stationnés ont été autorisés à circuler librement, après plusieurs jours de blocage. Selon le président du conseil local de la jeunesse de Bankass, Mamadou GUINDO, interrogé par la chaîne de télévision TM1, le blocus a été levé suite à des démarches entamées par des délégations de Koro avec la population de Bankass et des pourparlers entre celles-ci et le commandant de zone des localités concernées. Des discussions qui semblent avoir convaincu les populations à desserrer l'étau. Après les différentes rencontres, le commandant de zone a en outre pris certains engagements notamment des convois qui vont assurer la sécurité des bus. C'est suite à l'attaque terroriste perpétrée entre Bankass et Bandiagara, le 16 avril et l'enlèvement des cars avec leurs passagers, que les ressortissants des deux grandes villes de la localité avaient entamé un mouvement de désobéissance civile, puis le blocage de la route reliant les deux localités. Ils avaient suspendu leur mouvement une première fois, avant de le reprendre le 24 avril 2024. ■ F.M

AU TCHAD, UN DUEL DÉBY - MASRA

8 millions de Tchadiens sont appelés aux urnes le 6 mai pour désigner leur prochain président. Dix candidats sont en lice, dont le Président de la transition et son Premier ministre.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Succès Masra et Mahamat Déby Itno sont les deux grands favoris de la présidentielle du 6 mai.

C'est un duel qui était espéré, Succès Masra étant le principal opposant au Tchad. Ce duel a longtemps été compromis par son exil forcé, puis remis au goût du jour par l'accord de Kinshasa, qui lui a permis de rentrer au pays le 3 novembre dernier. Il a signé ensuite un pacte de réconciliation avec Mahamat Idriss Déby, avant d'être nommé Premier ministre le 1er janvier. Une nomination qui a été mal accueillie par de nombreux Tchadiens, qui l'ont accusé de trahir ses idéaux et de salir la mémoire des manifestants tués le 20 octobre 2022. Pour

l'ancien Premier ministre de l'ex Président Idriss Déby Itno, Albert Pahémi Padacké, lui aussi candidat, c'est tout simplement un match amical que les deux chefs de l'Exécutif tentent de jouer, en caporalisant toutes les attentions. Loin de s'en laisser conter, Succès Masra essaye de capitaliser sur son expérience à la Primature. Sur ce point, il estime que durant ces quelques mois à la tête du gouvernement il s'est mis à « mobiliser des ressources financières, à signer des conventions, parmi lesquelles une qui permettra de former un million de Tchadiens dans les meilleures univer-

sités aux États-Unis », pour montrer son engagement à la cause de la jeunesse. En meeting le 28 avril à Moundou, bastion de l'opposition, devant une véritable marée humaine, Masra a promis de « mettre les aînés de côté et de transformer le pays ». Face à lui son « Président », Mahamat Idriss Déby, qui dirige le Tchad depuis avril 2021 et la mort de son père Idriss Déby Itno. Sous le slogan « 12 chantiers - 100 actions », il présente un programme où il fait du renforcement « de la paix, la réconciliation nationale et la sécurité pour tous les Tchadiens », son premier « Chantier ». Celui qui est surnommé également « Déby fils » se présente en position de force, porté par une coalition de 227 partis et plus de 1 000 associations. Certains observateurs estiment qu'il a éliminé l'un de ses plus farouches opposants pour avoir un boulevard devant lui. Yaya Dillo est décédé le 28 février suite à l'assaut par l'armée du siège de son parti à N'Djamena. Le gouvernement l'avait accusé d'une attaque meurtrière contre l'agence de sécurité du pays, accusation qu'il a toujours niée. Outre les deux principaux favoris, les 8 millions d'électeurs pourraient choisir l'un des huit autres candidats, dont Lydie Beassemnda, seule femme en lice. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CLIMAT : LE G7 S'ENGAGE À ABANDONNER LE CHARBON

C'est une étape importante vers la fin du recours aux combustibles fossiles. Réunis en Italie, les pays du G7 ont décidé le 30 avril de fermer d'ici 2035 les centrales électriques au charbon sans dispositifs de captage de carbone. Le charbon est l'énergie fossile la plus polluante et les militants de l'environnement avaient exhorté l'Italie, le Canada, la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis à montrer l'exemple. Le G7 a donc convenu de « supprimer progressivement la production actuelle d'électricité au charbon dans [ses] systèmes énergétiques au cours de la première moitié des années 2030 ou dans un calendrier compatible avec le maintien d'une limite d'augmentation de la température à 1,5°C, conformément aux trajectoires de neutralité carbone ». Certains pays, comme la France, militaient pour que le G7 abandonne le charbon d'ici 2030, mais le Japon en particulier, dont un tiers de l'électricité provient de cette ressource, était réticent à fixer une date-butoir. La réunion de Turin était la première grande réunion politique sur le climat depuis la COP28 organisée en décembre dernier à Dubaï. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

MACINA : RÉHABILITATION DES BERGES DU FLEUVE

Plus de 4 milliards de francs CFA, c'est le montant prévu pour l'aménagement des berges du fleuve Niger dans le cercle de Macina, dans la région de Ségou. Selon Studio Tamani, « les travaux démarreront bientôt dans la ville de Macina et dans les villages de Kokry-Bozo, Konkourou et Touara ». Une annonce faite le 29 avril 2024 lors d'une réunion. Les travaux seront réalisés par le Projet de restauration des terres dégradées de l'Agence du bassin du fleuve Niger (ABFN), avec un financement de la Banque mondiale. Financé à hauteur de 90 milliards de francs CFA, le Projet de restauration des terres dégradées au Mali sera mis en œuvre dans 87 communes des régions de Kayes, Kita, Nioro, Koulikoro, Nara, Ségou, Douentza et Mopti. D'une durée de 7 ans, il touchera 2,3 millions de personnes dans les communes bénéficiaires. ■ F.M

Asie Vague de chaleur extrême

Le lundi 29 avril, le Bangladesh a ordonné la fermeture des écoles et des madrasas dans tout le pays jusqu'à ce jeudi, en raison d'une vague de chaleur persistante, un jour à peine après leur réouverture. En Asie du Sud-est, Manille (Philippines) a également décrété dimanche la suspension des cours en présentiel durant deux jours, en raison de la forte chaleur qui frappe le pays. Cette mesure concerne près de 47 000 écoles de l'archipel, dont la plupart n'ont pas l'air conditionné. Sur le continent asiatique, les Philippines font partie des pays les plus vulnérables aux conséquences du changement climatique. Le thermomètre a affi-

ché 38,8°C dans la capitale le samedi 28 avril dernier. Dimanche, la Birmanie a battu un record de chaleur pour une journée du mois d'avril, avec 48,2°C constatés à Chauk, dans le centre du pays, depuis le début des enregistrements il y a 56 ans, a annoncé le 29 avril l'Institut national de météorologie. En Thaïlande, ainsi qu'au Cambodge, les températures frisent les 44,1°C et les autorités appellent à la prudence. L'Inde aussi subit une chaleur extrême. Le département météorologique indien a prévenu que l'épisode de forte chaleur actif actuellement allait se prolonger, avec un mercure pouvant monter jusqu'à 44°C par endroits. ■ B.S.H

AL AHLY D'ÉGYPTE : DU SOLIDE

Club le plus titré du continent, le Al Ahly d'Égypte s'apprête à disputer une cinquième finale d'affilée de Ligue des Champions africaine. La formation du Malien Aliou Dieng veut encore plus étoffer sa légende.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



Le milieu de terrain malien Aliou Dieng s'apprête à disputer une nouvelle finale de ligue des champions africaine avec le Al Ahly.

Les 18 et 25 mai prochains, le club égyptien d'Al Ahly va disputer sa cinquième finale consécutive de Ligue des Champions africaine. Après un nul 0-0 à l'aller face aux Congolais

du TP Mazembe, les coéquipiers d'Aliou Dieng se sont imposés 3-0 au retour pour valider leur ticket et défier l'Espérance de Tunis. Ce sera la troisième confrontation entre les deux équipes en finale. Al Ahly

est en Afrique ce qu'est le Real Madrid en Europe. Les Cairotes ont déjà remporté 11 fois la compétition, un record qui fait d'eux le club le plus titré d'Afrique, avec plus de 150 titres remportés dans l'histoire, au Panthéon des formations au monde dont l'armoire à trophées est très garnie. Au plan national, le club, désigné en 2000 par la CAF Club africain du 20ème siècle, domine également outrageusement, avec 43 titres de Champion d'Égypte, 39 Coupes nationales et 14 Super Coupes. À l'analyse, le classement actuel du club (11ème) peut laisser perplexe. Mais il s'explique en grande partie par les matchs en retard d'Al Ahly, qui en compte 5 de moins que le leader et 9 pour le 3ème. Le club pourra très bientôt compter sur son milieu malien, qui se remet d'une blessure contractée depuis la CAN qui lui a fait manquer des semaines de compétition. Depuis son arrivée au Al Ahly, en 2019, Aliou Dieng est un joueur important. Il a remporté 13 titres, dont 2 championnats d'Égypte et 3 Ligues des Champions africaines. Il a aussi remporté 2 Super Coupes de la CAF. Bien qu'évoluant sur le continent, Dieng s'est déjà frotté aux meilleurs du football, notamment lors de la Coupe du monde des clubs, et a déjà affronté le Real Madrid, le Bayern Munich ou encore les Brésiliens de Flamengo. Le haut niveau, il connaît donc, avec plus de 200 matchs disputés avec le plus grand club africain de l'histoire. Depuis cinq ans qu'il évolue en Égypte, il a vu défiler six entraîneurs, mais aucun d'eux n'a remis en cause son statut de cadre d'Al Ahly. Une immense expérience et une culture de la gagne qui caractérise la carrière de Dieng. ■

Espagne L'ultimatum de l'UEFA et de la FIFA

En crise depuis l'affaire Rubiales et son baiser forcé à une joueuse, la fédération espagnole de football a été placée le 25 avril dernier sous la tutelle du gouvernement, pour « redresser la grave situation dans laquelle se trouve la RFEF afin que l'entité puisse entamer une étape de renouvellement dans un climat de stabilité ». Ce lundi, AS rapporte que la FIFA et l'UEFA ont posé un ultimatum à l'Espagne. Interdisant toute ingérence politique, les deux instances auraient adressé un courrier pour s'enquérir de la nature de la situation. La Commission avait jusqu'à ce vendredi pour répondre à plusieurs questions, notamment « sur quelle base juridique et/ou factuelle la Commission a-t-elle été nommée ? Quel est son mandat exact ? ». Si les réponses ne satisfont pas la FIFA et l'UEFA, la RFEF pourrait être suspendue, ce qui entraînerait l'exclusion des sélections nationales et des clubs espagnols des compétitions (Euro, Ligue des Champions...). ■ **B.S.H**



CARTONS DE LA SEMAINE

Grâce à sa victoire le 29 avril face à Dunkerque (3-1), l'**AJ Auxerre** possède 6 points d'avance sur le premier barragiste à 3 journées de la fin du Championnat de Ligue 2. L'attaquant malien Lassine Sinayoko a marqué pour mettre son équipe sur orbite.

Les **Los Angeles Lakers de LeBron James** ont été éliminés des Play-off par les Denver Nuggets, champions en titre. Les Angelinos perdent la série 4-1 face à une équipe qui ne leur a laissé aucune chance. C'est un panier, dans les dernières secondes, de Jamal Murray qui les a éliminés (108-106).

SIBY, UN POTENTIEL TOURISTIQUE À PROMOUVOIR

Siby est une commune rurale de la région de Koulikoro, à 50 km de la ville de Bamako. Reconnus pour leurs attraits, la ville et ses environs regorgent de sites touristiques, plus de 70 répertoriés selon les autorités. Si la commune reçoit régulièrement des visiteurs nationaux et étrangers, l'insuffisance en infrastructures et le manque d'encadrement ne favorisent pas l'épanouissement dans ce secteur vital pour le développement.

FATOUAMATA MAGUIRAGA



Le site touristique de l'arche de Kamandjan est l'un des plus visités de Siby.

L'une des attractions est l'Arche de Kamandjan Camara qui surplombe la colline, elle-même située à 4 km de la ville dans le village de Kalassa, l'un des 21 qui composent la commune. Kamandjan Camara est le chef de guerre qui commandait les 10 unités chargées de combattre le roi Sosso Soumaoro Kanté et de permettre à Soundjata de prendre le pouvoir. Le dernier souverain est un personnage central au cœur de la ville et de

ce monument, classé au Patrimoine national et à celui de l'UNESCO en 2017. Le site est un « paysage naturel et culturel qui surplombe un massif de granit qui servait de muraille de protection à la ville ». L'Arche elle-même est la démonstration de pouvoir et de la puissance occulte de Kamandjan, qui d'un coup de sabre fraya ce passage pour ses troupes. Le site abrite d'importants lieux déterminants dans la préparation de la victoire de Kamandjan et

de Soundjata sur Soumaoro, explique Lamine Camara, guide touristique et moniteur en escalade. La Grotte de la panthère ou Grotte des armements servait à garder les armes des combattants en attendant la fin des conseils de guerre qu'ils tenaient. Le « Vestibule » réunissait tous les représentants de la société pour un partage de connaissances et la Grotte de consultation servait aux détenteurs de savoirs occultes pour préparer les batailles.

Meilleur encadrement Dotée d'un Bureau d'accueil et d'informations touristiques, la ville de Siby accueille de plus en plus d'excursions, notamment d'étudiants venus de Bamako. Une bonne chose, se réjouit Lamine Camara. « Nous demandons aux Maliens de s'intéresser à leur pays, chargé d'histoire. Aujourd'hui, heureusement, Siby est fréquenté par des écoles et la ville est reconnue à travers le monde grâce à ses potentialités touristiques ». Mais il faut mettre « davantage l'accent sur le respect de la réglementation », suggère M. Camara. Parce qu'il « faut protéger ce patrimoine » afin de sauvegarder l'environnement et également permettre à la ville et aux acteurs de profiter davantage des retombées du tourisme. En effet, malgré l'existence d'un arrêté municipal qui stipule que les visites touristiques doivent être conduites par un guide, la pratique est plutôt un accès non encadré. Ce qui menace la pérennité des sites. ■

INFO PEOPLE

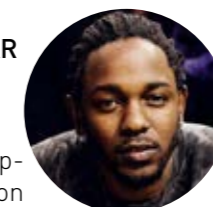
SHARON STONE POURSUIVIE EN JUSTICE

Sharon Stone est poursuivie en justice. Selon des informations du magazine « People », l'actrice américaine est accusée d'être à l'origine d'un accident de voiture engendré par un excès de vitesse et des manœuvres « dangereuses » qui l'ont amenée à percuter un autre véhicule et à blesser une femme. Le 24 avril, Amanda Godepski a déposé une plainte devant la Cour supérieure de Los Angeles pour dommages matériels et blessures corporelles. Elle réclame 35 000 dollars de dommages et intérêts. La star hollywoodienne n'en est pas à sa première bataille judiciaire. En 2012, elle avait été poursuivie par la nounou de ses enfants pour avoir violé le droit du travail.



KENDRICK LAMAR CLASH VIOLEMMENT DRAKE

Le monde du hip-hop est en ébullition depuis la sortie de « Euphoria », le nouveau morceau de Kendrick Lamar. Dans ce titre de six minutes, le rappeur de Compton s'en prend violemment à son rival Drake et ne mâche pas ses mots pour critiquer ses choix artistiques, sa vie personnelle et son intégrité. Il le qualifie de « marionnette de l'industrie » et remet en question son talent d'écriture. Lamar ne s'arrête pas là et s'attaque également à sa vie personnelle, le critiquant dans son rôle de père et ses relations amoureuses tumultueuses. Il le décrit comme un « absent » et un « mauvais exemple ». Le morceau est très largement commenté. La réponse de Drake est attendue.



Journal du Mali
l'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse. Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près M/ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



*Consommer Sahel Infusion,
c'est consommer le Made in Mali.*



Tél : (+223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 96 62 / 66 74 67 78
Site web : www.sahelinfusion.com